

Dans son rapport, la Commission Bladen déclare:

Nous croyons que le peuple canadien désire ce développement. Nous doutons que les Canadiens, ou leurs gouvernements, aient une idée très nette de ce qu'il leur en coûtera; mais, selon nous, ils voudront quand même cette expansion quand ils en connaîtront le coût probable, et nous sommes certains qu'ils seront prêts à en assumer la charge en versant des droits d'inscription ou des impôts et en faisant des dons, pourvu que le coût soit réparti d'une façon satisfaisante entre les diverses sources potentielles de fonds.

J'imagine que c'est là la clé de notre responsabilité fédérale: fournir une méthode satisfaisante d'attribuer des fonds à l'éducation. Je suis parfois enclin à recommander au gouvernement d'établir un ministère ou une direction de l'éducation, puisque le gouvernement fédéral est si profondément engagé dans les questions concernant l'éducation. Il serait peut-être bon que le gouvernement songe à changer le nom du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social en celui de ministère de la Santé, du Bien-être et de l'Éducation.

Avec la quantité de programmes où le gouvernement est engagé concernant la formation professionnelle, les subventions à l'enseignement supérieur et les subventions à la recherche, et bien qu'en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique l'éducation soit de la compétence des provinces, le gouvernement fédéral est engagé dans les questions d'éducation et l'on peut à bon droit réclamer la formation sinon d'un ministère, ou du moins d'une direction de l'Éducation dans un ministère.

Il semble que nous n'ayons pas d'autre choix que de payer le prix de l'enseignement supérieur. Sinon, nous reculerions dans le monde technologique contemporain où nous entrons et qui est en pleine évolution.

• (8.40 p.m.)

J'ai été heureux d'entendre le premier ministre annoncer jeudi dernier que les subventions aux universités augmenteront de \$2 à \$5 per capita et peut-être même davantage. Je n'ai pas entièrement saisi la formule très complexe qu'a employée le premier ministre (M. Pearson), mais il s'agit essentiellement, selon moi, d'un programme que le parti conservateur appuyait et préconisait depuis quel-que temps.

Passant à une autre question mentionnée dans le discours du trône relativement à l'agriculture, je vois que le sympathique nouveau ministre de l'Agriculture (M. Greene) est à la Chambre, et j'aimerais le féliciter de sa nomination; je tiens à dire que l'insistance apparente du discours du trône sur l'agriculture est révélatrice. J'y vois une tentative de cacher une lacune évidente de la part du gouvernement dans tout le domaine de l'agri-

culture tout au long de la dernière session du Parlement.

Monsieur l'Orateur, je me bornerai à commenter seulement quelques-unes des questions mentionnées dans le discours du trône qui ont été, je crois, particulièrement soulignées. Premièrement, il y a la proposition tendant à établir une commission nationale des produits laitiers. Je suis sûr qu'elle sera appuyée par tous les producteurs partout au Canada.

L'extension de l'assurance-récolte est une proposition qui doit être examinée plus attentivement parce que certaines provinces ne sont pas entièrement convaincues que l'augmentation des primes qu'on exigera des cultivateurs et des producteurs sera utile. Le coût plus élevé de l'extension de l'assurance-récolte agricole préoccupe certaines provinces parce qu'il soutirera trop d'argent à leur budget lorsqu'on subira de lourdes pertes.

L'extension du crédit agricole est une question qu'il faut aussi considérer attentivement; certaines personnes pensent qu'il y a actuellement assez de crédit et qu'en fait on a rendu trop facile l'obtention de crédit pour l'achat d'une terre, ce qui fait augmenter le prix de la terre. Je ne veux pas dire que nous ne devrions pas permettre cette sorte de crédit, car le crédit est une chose utile et essentielle à l'industrie agricole; mais cette politique devrait être étudiée plus attentivement lorsque la Chambre en sera saisie.

Nous attendrons avec impatience la remise en valeur des fermes non rentables. On ne saurait dire au juste comment elle va s'accomplir. Seules des propositions plus précises nous permettront d'évaluer la mesure.

C'est une proposition intéressante que les avances en espèces pour les céréales non battues, surtout quand on se rappelle que notre parti l'avait faite l'été dernier. Il reste à savoir comment le gouvernement actuel pourra y donner suite. Attendons qu'il nous l'indique.

Je ne manquerai pas d'appuyer les prestations d'assurance-chômage aux travailleurs agricoles à plein temps, mais que signifie au juste «travailleurs à plein temps»? Quantité d'aides agricoles travaillent à temps partiel et, si la proposition ne vise pas les saisonniers, elle peut fort bien ne pas atteindre les objectifs nécessaires quant au problème de la main-d'œuvre agricole.

Je voudrais vous signaler un point du débat relatif au discours du trône où il est question de l'attention spéciale que nécessite la situation agricole et à laquelle répondraient les mesures proposées, comme on le laisse entendre. Il y est question précisément d'un organisme des céréales de provende pour l'Est